

AVEC L'U.N.E.F

METTONS EN ECHEC LE PLAN GOUVERNEMENTAL DE 2ÈME CYCLE

Le plan gouvernemental de réforme du 2ème cycle, est une menace très grave pour les étudiants .

Par cette réforme, le gouvernement affirme donner un emploi aux étudiants

C'EST UNE GIGANTESQUE DUPERIE !

Le contenu du projet et toutes les mesures prises depuis la rentrée le prouvent,

LE PLAN GOUVERNEMENTAL, C'EST UN CHOMAGE AGGRAVE POUR LES DIPLOMES :

### 1) SUPPRESSION DE MILLIERS D'EMPLOIS POUR LES ETUDIANTS

- Il n'envisage aucune création d'emploi ,
- Il ne donne aucun moyen aux étudiants de faire valoir leur diplôme et leur qualification sur le marché du travail ,
- Il veut liquider un des principaux débouchés des étudiants : le professorat : il vaut diminuer d'1/3 en 2 ans les postes en CAPES-AGREG et écourter la formation des maîtres .

### 2) ELIMINATION MASSIVE DES ETUDIANTS

après plusieurs années d'études, les refoulant sur le marché du travail avec un sous diplôme, sans qualification reconnue, les obligeant à chercher n'importe quel emploi .

- Numérus clausus niveau de la licence, "diplôme terminal"
- La maîtrise, donc l'initiation à la recherche, réservée à une élite
- Un numérus clausus à l'entrée du 3ème cycle
- Un contrôle des connaissances encore plus sélectif qui ne peut être modifié en cours d'année, soumis à la volonté de Soisson .
- La suppression des équivalences et des passerelles .

### 3) UNE FORMATION DEVALORISÉE ET SOUMISE AU C.N.P.F.

- La durée des études universitaires est réduite de 4 à 3 ans ( droit sciences économiques, formation des maîtres...) alors qu'aujourd'hui une formation de haut niveau scientifique est essentielle pour s'adapter aux progrès scientifiques et techniques, permettre toute mutation future ainsi qu'une réelle formation continue .
- Le contenu des études est complètement dévalorisé : Les étudiants sont enfermés dans des filières cloisonnées, ce qui réduit les connaissances, les possibilités d'adaptation et les chances de trouver un emploi .

### 4) L'EVICION DES ETUDIANTS ET L'ENTRÉE EN FORCE DU PATRONAT DANS LA GESTION DES UNIVERSITÉS

- Un quorum qui évince les délégués étudiants des conseils
- Un contrôle direct du CNPF par l'intermédiaire de "groupes d'études techniques" qui définiront "les besoins nationaux et locaux", le choix et le contenu des formations, la sanction des études .
- Cela conduit à des universités concurrentielles, à l'écclatement des diplômes nationaux, à des diplômes qui peuvent être supprimés à tout moment en fonction des aléas de la conjoncture et de la volonté du CNPF .



AVEC L'U.N.E.F., engageons la lutte nationale pour mettre en échec le plan gouvernemental de 2e cycle sur la base d'une plate-forme claire.

## NON A LA REFORME DU DEUXIEME CYCLE POUR UNE REFORME DEMOCRATIQUE

Non aux numerus clausus,

oui aux créations d'emploi

Non à des études dévalorisées,

oui à une formation scientifique et professionnelle

Non aux universités concurrentielles,

oui à des diplômes nationaux et reconnus

Le patronat hors des facs, non à l'expulsion des délégués étudiants

cogestion : oui démocratique

Non à l'asphyxie de l'université,

oui à un collectif budgétaire immédiat

Non à la sélection par l'argent,

oui à l'Allocation d'études.

## L' U.N.E.F. PROPOSE

Des débrayages de cours ou de T.D. pour discuter du projet et décider des modalités d'actions

Dans la semaine du 19 au 24 janvier, des délégations massives au Secrétariat d'Etat aux Universités à Paris et dans les rectorats en province.

La préparation active des " Etats Généraux Des luttes " qui auront lieu le 28 février à Paris.

Pour être réellement efficace dans l'action

La seule force nationale qui fait

le poids face au gouvernement

ADHERE A L'U.N.E.F.

La seule structure permanente de lutte des étudiants.